

**Missions de Maîtrise d'œuvre, Contrôle Technique et de  
Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé  
pour l'opération 434 : extension de l'Hémodialyse**

**LOT N° 2 : MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE  
LOT N° 3 : MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE  
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Procédure Adaptée en application des articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la Commande  
Publique

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

Maître d'ouvrage  
Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis  
Rue du Docteur Schweitzer  
17019 LA ROCHELLE

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 : OBJET ET DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
2.1. Objet du marché.....	3
2.2. Procédure de passation du marché.....	4
2.3. Allotissement .....	4
2.4. Décomposition du marché en tranches .....	4
2.5. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options) .....	4
2.6. Durée du marché.....	4
2.7. Délai d'exécution.....	4
2.8. Opérations de vérification et de réception .....	4
<b>ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
3.1. Pièces particulières .....	5
3.2. Pièces générales .....	5
3.3. Autres pièces.....	5
<b>ARTICLE 4 : PRIX ET DELAI DE PAIEMENT .....</b>	<b>5</b>
4.1. Contenu des prix .....	5
4.2. Forme des prix .....	6
4.3. Travaux modificatifs non imputables au titulaire .....	6
4.4. Avance .....	6
4.5. Modalités de paiement.....	7
4.6. Délai global de paiement -Suspension du délai de paiement- Pénalités retard de paiement .....	7
4.7. Pénalités de retard.....	7
4.8. Nantissement et cession.....	8
<b>ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES.....</b>	<b>9</b>
7.1. Assurances .....	9
7.2. Responsabilités .....	9
<b>ARTICLE 8 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE DU MARCHE .....</b>	<b>10</b>
8.1. Résiliation du marché pour faute du titulaire .....	10
8.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....	10
<b>ARTICLE 9 : DEROGATIONS AU CCAG/PI.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 : VOIES DE RECOURS.....</b>	<b>10</b>

## ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC

Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis  
Etablissement Public de Santé  
Rue du Docteur Schweitzer  
17019 LA ROCHELLE CEDEX  
Téléphone : 05.46.45.69.69.  
Télécopieur : 05.46.45.51.10  
Mail : cellule-marches@ght-atlantique17.fr

## ARTICLE 2 : OBJET ET DUREE DU MARCHE

### 2.1. Objet du marché

Le présent marché concerne la réalisation des missions de Contrôle Technique et de Coordination en matière de Sécurité et de protection de la Santé pour l'extension du service d'Hémodialyse, situé au rez-de-chaussée (niveau 2) de l'aile sud.

Le lieu d'exécution est le site Saint-Louis du Groupe Hospitalier de La Rochelle.

La description de la mission et ses spécifications techniques sont indiquées dans les **Cahiers des Clauses Techniques Particulières**.

L'enveloppe prévisionnelle des travaux est fixée à 850 000 € HT (valeur janvier 2024).

#### Clauses de réexamen :

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) dans les conditions prévues à l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique pour l'acquisition de fournitures ou installations complémentaires. La durée de ce nouveau marché ne pourra dépasser trois ans.

☒ Suivant les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) pour la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

☐ Selon l'évolution de l'organisation du Pouvoir Adjudicateur, des sites extérieurs ou des services pourront être supprimés et/ou ajoutés. Chaque modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter une ou des PSE en cours d'exécution du marché qui n'aurai(en)t pas été retenue(s) lors de l'attribution. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☐ Le prestataire pourra voir sa mission s'étendre à l'échelle du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17 qui réunit les établissements suivants :

- ❖ Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (Etablissement support)
- ❖ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

Cette modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter des travaux, fournitures, ou services supplémentaires dans la limite de 50% du montant du marché initial à condition qu'un changement de

titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-2 du Code de la Commande Publique.

## **2.2. Procédure de passation du marché**

La présente consultation est lancée suivant une procédure adaptée définie aux **articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la Commande Publique.**

## **2.3. Allotissement**

Le présent marché se compose de 3 lots :

- ♦ Lot n° 1 : mission de Maîtrise d'Oeuvre
- ♦ Lot n° 2 : mission de Contrôle Technique
- ♦ Lot n° 2 : mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

**Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concerne uniquement les lots n° 2 et 3.**

Le candidat pourra présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Lorsque le candidat répond à un lot, il devra impérativement et **sous peine de rejet de son offre** répondre à l'ensemble dudit lot et de toutes les prestations qui lui sont afférentes.

L'attribution des lots par marchés séparés se fera :

- Soit avec une entreprise unique
- Soit avec des entreprises groupées solidaires

Le prix sera "global et forfaitaire".

## **2.4. Décomposition du marché en tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## **2.5. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)**

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

## **2.6. Durée du marché**

Le marché débute à la date de notification et se termine à la fin du délai de parfait achèvement.

La durée globale est estimée à 22 mois à compter de la notification du marché (12 mois de conception incluant les délais d'approbation du maître d'ouvrage et 10 mois d'exécution y compris congés, période de préparation et réception) + délai de parfait achèvement.

## **2.7. Délai d'exécution**

Les délais de remise des documents sont indiqués dans les CCTP.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encours l'application de pénalités de retard selon l'article 4.7 du présent CCAP.

## **2.8. Opérations de vérification et de réception**

Les opérations de vérifications sont celles prévues par le CCAG/PI.

La réception quantitative et qualitative des prestations sera réalisée contradictoirement avec un représentant du titulaire du marché.

### **ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

#### **3.1. Pièces particulières**

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et son annexe,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- Le Programme Technique Détaillé et ses annexes,

#### **3.2. Pièces générales**

- Les normes en vigueur,
- Le Code de la Commande Publique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) du 01/04/2021 applicable aux Marchés de Prestations Intellectuelles en vigueur à la consultation,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) du 01/04/2021 applicable aux Marchés de Travaux en vigueur à la consultation.

Ces documents de référence du présent marché, non joints au contrat sont réputés connus des fournisseurs. Ces documents peuvent être retirés au siège ou sur le site internet du Journal Officiel, 26 rue Desaix, 75727 Paris cedex 15.

#### **3.3. Autres pièces**

- Les actes spéciaux de sous-traitance,
- L'offre technique et financière.

Toutes les pièces constitutives du marché doivent être paraphées et signées par le candidat et doivent porter le cachet commercial de la société.

### **ARTICLE 4 : PRIX ET DELAI DE PAIEMENT**

#### **4.1. Contenu des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées conformément aux bordereaux de prix. Le prix sera indiqué hors TVA, puis toutes taxes comprises. Le taux légal de la taxe devra être indiqué à part.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation.

Les prix seront forfaitaires. Le titulaire reconnaît que son offre de prix comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP et qu'elle est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces de marché.

Ainsi, le titulaire s'interdit en conséquence de prétendre à un quelconque supplément de prix sous quelque prétexte que ce soit, et notamment de précisions, détails et compléments qui apparaissent lors des études ou encore qui résulteraient des recommandations du maître d'ouvrage en dehors des éléments indiqués dans l'article 4.3 du C.C.A.P.

#### **4.2. Forme des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois : mois de **février 2024**. Ce mois est appelé "mois zéro" et correspond au mois de remise de l'offre.

Les prix seront révisibles selon les modalités indiquées ci-dessous.

L'index de référence I choisi pour la révision des prix faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**.

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de l'acompte du mois est donné par la formule :

$$Cn = 0,20 + 0,80 (In/Io)$$

dans laquelle :

- Cn est le prix révisé ;
- Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement du mois mo « février 2024 » et au mois (n).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

#### **4.3. Travaux modificatifs non imputables au titulaire**

Si les travaux modificatifs non imputables au titulaire et demandés en cours de chantier, conduisent à un dépassement de plus de 10 % du montant en prix de base des travaux prévus dans les marchés de travaux relatifs aux ouvrages, le titulaire peut demander un réajustement de son forfait de rémunération.

Ce réajustement ne peut pas présenter de caractère d'automaticité. Il doit être justifié par un mémoire de frais complémentaires réels. En tout état de cause, le montant du forfait corrigé issu de ce réajustement ne peut excéder la valeur maximale donnée par la formule suivante :

$$Fc = Fi \times (0,90 + Mtxsupp/Mti)$$

Dans laquelle :

- Fc représente le forfait corrigé en euros HT
- Fi représente le forfait initial en euros HT
- Mtxsupp représente le montant total des travaux supplémentaires non imputables au contrôleur technique au sens de l'article ci-après, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux)
- Mti représente le montant total des marchés de travaux en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux).

Le forfait corrigé fait l'objet d'un avenant.

#### **4.4. Avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée au titulaire, en application des articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la Commande Publique si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG/PI, l'option B est retenue.

#### **4.5. Modalités de paiement**

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique par mandat administratif et en application des articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique.

La facturation se fera par voie dématérialisée via le site internet EDIFLEX. Elle sera effectuée conformément à la décomposition de prix annexé à l'acte d'engagement.

La facturation interviendra après exécution des prestations et lorsque les documents indiqués aux CCTP seront transmis au Maître d'Ouvrage et/ou Maître d'Oeuvre.

Le projet de décompte périodique établi par le titulaire du marché constitue la demande de paiement auquel il peut prétendre du fait de l'état d'avancement de l'exécution du marché. Cette demande :

- est datée,
- mentionne les références du marché,
- précise en 1ère page la date d'exécution des prestations ou des travaux,
- correspond à la décomposition du prix global et forfaitaire du marché en corrélation avec le pourcentage d'avancement.

Le représentant du Maître d'Ouvrage les valide puis édite les pièces justificatives pour mise en paiement.

#### **4.6. Délai global de paiement -Suspension du délai de paiement- Pénalités retard de paiement**

Conformément aux articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est de 50 jours à compter de la mise en ligne de la facture sur le site CHORUS PRO, qui correspond à la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage et qui constitue le point de départ du délai de paiement.

Les factures erronées, comportant des erreurs sur les quantités, les prix ou faisant l'objet d'une contestation seront rejetées, cette procédure aura pour effet de suspendre le délai de paiement. La reprise du délai se fera par l'envoi par l'entreprise titulaire des justifications demandées. Le nouveau dépôt de la facture sur le site CHORUS PRO fera foi pour le démarrage du nouveau délai global de paiement.

Les pénalités de retard de paiement seront appliquées conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique et au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement.

#### **4.7. Pénalités de retard**

Par dérogation aux modalités de calcul des pénalités pour retard mentionnées à l'article 14 du CCAG/PI des pénalités pourront être appliquées après invitation du titulaire à présenter ses observations, dans les situations suivantes :

Pour le lot n° 2 :

- ♦ 200 € par jour calendaire de retard pour le rapport initial, le rapport final de contrôle technique et le rapport de vérification initiale des installations électriques.
- ♦ 150 € par jour calendaire de retard pour tous les autres avis et documents à la charge du titulaire.
- ♦ Absence non justifiée à une réunion à laquelle le titulaire a été invité ou absence sur le chantier, durant une période supérieure à 30 jours calendaires : pénalité de 150 euros par absence.

Pour le lot n° 3 :

- ♦ En cas de retard dans la remise des documents ou avis, tels que définis dans le chapitre « Missions détaillées Attendus Délais particuliers », le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 75 €.
- ♦ En cas d'absence du titulaire ou de son suppléant, sur le chantier durant une période supérieure à 15 jours calendaires, ou en cas d'absence à une réunion à laquelle il est convoqué par le Maître d'Ouvrage, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 150 €.

#### **4.8. Nantissement et cession**

Les demandes de nantissement ou de cessions de créances devront être formulées conformément aux textes en vigueur (notamment Code de la Commande Publique, Code Monétaire et Financier...).

<b>ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE</b>
-----------------------------------

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L2193-3 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation du pouvoir adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement pour chaque sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

**Le sous-traitant doit être déclaré et approuvé par l'établissement hospitalier avant toute intervention.** Le Groupe Hospitalier ne pourra être tenu responsable d'un accident pour un sous-traitant non déclaré.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire devra adresser la déclaration de sous-traitance par lettre recommandée avec accusé réception, au moins 30 jours avant l'intervention du sous-traitant et avant la fin du marché. La déclaration de sous-traitance devra indiquer :

- la nature des prestations sous-traitées qui seront clairement détaillées,
- l'objet du marché avec le n° d'opération et le numéro du marché,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et le N° SIRET du sous-traitant proposé,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance (direct ou pas) et le montant envisagé de chaque sous-traité,
- si le sous-traitant a droit au paiement direct, la déclaration précise :
  - . le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant
  - . les modalités de règlement de ces sommes
- joindre un RIB

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant un DC1 et un DC2 (ou attestations équivalentes).



## **ARTICLE 6 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE**

Conformément à l'article 7 du CCAG/PI, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

### **7.1. Assurances**

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **7.2. Responsabilités**

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre de l'exécution des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou au Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis.

Le titulaire du marché assure, seul, pendant la durée du marché, à l'égard du Groupe Hospitalier, comme de tous les tiers, l'entière responsabilité de ses préposés et celle des techniciens spécialistes, des sous-traitants ou des agents auxquels il fait appel à un titre quelconque, à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux ou les lieux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher. La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de la personne publique ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

Nota : on entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation du marché.

## **ARTICLE 8 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE DU MARCHÉ**

Conformément à l'article L2195-4 du Code de la Commande Publique, en cas de fraudes, d'inexactitude ou déclarations mensongères concernant les renseignements et déclarations sur l'honneur prévues aux articles R2143-3, R2143-4, R2143-6 et R2143-7 du Code de la Commande Publique, le marché pourra être résilié par le Groupe Hospitalier aux torts de l'opérateur économique et sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnisation.

Le Groupe Hospitalier pourra à tout moment résilier le marché en faisant application des articles 36 et suivants du CCAG/PI.

Le marché peut être résilié dans les formes prévues par le Cahier des Clauses Administratives Générales, notamment si le titulaire n'exécute pas les prestations, dans les délais et selon les règles de l'art habituellement pratiquées dans le domaine considéré.

La résiliation effectuée dans les conditions précisées à l'alinéa ci-dessus n'ouvre pas droit à l'indemnisation de l'opérateur économique.

### **8.1. Résiliation du marché pour faute du titulaire**

Le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

S'il n'est pas donné suite à la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le marché. Cette décision sera notifiée au titulaire du marché.

### **8.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Le pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard soit, en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge.

## **ARTICLE 9 : DEROGATIONS AU CCAG/PI**

L'article 4.7 déroge à l'article 14 du CCAG/PI.

## **ARTICLE 10 : VOIES DE RECOURS**

### **Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de POITIERS (Juridiction administrative)

15 rue de Blossac, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX (05 49 60 79 19)

### **Organe chargé des procédures de médiation**

Comité Interrégional Consultatif de Règlement Amiable des Litiges Marchés Publics

103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX CEDEX (05 56 69 27 18)